

MENSONGES SUR TOUTE LA LIGNE



Quelques uns occupés à contrôler les files de véhicules. Les occupants se laissent faire avec résignation. Scène surréaliste après 31 ans de souveraineté nationale...

Nous étions habitués à la dépendance économique, rassurés quant à l'indépendance politique ! Nos pères doivent se retourner dans leur tombe....

Le même contingent est encore chargé de la protection des intérêts français se trouvant curieusement à la fois sur toutes les hauteurs de Kigali, à l'aéroport, dans les zones de combat et sur l'incontournable pont de Nyabarongo.

A' travers les déclarations cacophoniques, la France a choisi son camp: celui du Président. Elle l'a démontré depuis Octobre 1990, tous les moyens sont bons pour protéger son poulain en ignorant ostensiblement l'éternel et cruel problème de réfugiés malgré les montagnes de cadavres et au grand dam du million de déplacés.

La Métropole est-elle au courant des exploits de son armée ? Quand bien même, elle le serait, elle est suffisamment occupée par le rififi et autre bing bang qui risquent de se transformer bientôt en pétard mouillé.

F. MFURANZIMA



Les Français ajustent, les FAR tirent.

La nuit du 4-5 Octobre 1990 fournit une excellente occasion aux français d'intervenir militairement au Rwanda. Raison invoquée: L'évacuation de leurs ressortissants. Trente mois après, ils y sont toujours. Le mensonge est tellement gros qu'il se passe volontairement de commentaires....

Un autre prétexte s'imposait. Les accords en matière de coopération militaire de 1975 prévoyaient l'encadrement de l'armée rwandaise. Ce contingent est donc resté en vertu desdits accords. L'instruction des recrues n'exige tout de même pas un nombre aussi impressionnant. Vingt militaires suffiraient largement.

Les français sont encore là pour des besoins humanitaires. Leur présence n'a pourtant pas empêché le génocide des Tutsi dans les différentes préfectures du pays. En outre, deux mille Bagogwe ont péri dans des conditions particulièrement atroces. L'insécurité règne à Kigali, on procède à des exécutions sommaires dans des camps militaires, les attentats se multiplient, les cibles sont soigneusement choisies: les tutsis et les membres de l'opposition. Le rôle de la France dans tout cela ? Elle n'a rien entrepris pour y mettre le holà. Ce lundi 1 mars, le sang

continue à couler à Shyorongi en face du pont de Nyabarongo où sont retranchés plusieurs dizaines de soldats français.

Entre l'arbre et l'écorce...

Les accords de Nselé signés du côté gouvernemental par Casimir BIZIMUNGU, Ministre des Affaires Etrangères d'alors et le Major Paul KAGAME chef de l'Armée Patriotique Rwandaise, mentionnaient notamment le départ des troupes étrangères. Sans les nommer, les français étaient clairement visés. Le FPR fut reconnu officiellement comme Rwandais et que les combats se déroulaient sur le sol Rwandais, une affaire strictement rwando-rwandaise. Nulle part, l'Uganda ne se trouvait impliqué. Rappelons que le médiateur n'était pas le premier venu: Le grand-frère Mobutu en chair et en os ! Date historique: le 29 Mars 1991.

Mi-février 1993, RFI annonçait que les troupes françaises se battaient bel et bien au côté de l'armée gouvernementale. L'Elysée démentit immédiatement. D'aucuns s'étonnèrent de cet empressement. Les descendants des

Gaulois fournirent force détails sur la main-mise directe de Kampala. Les fulgurantes avancées des hommes de Kagame furent attribuées à la NRA. Au lieu de se disculper, on choisit de charger l'autre. Du reste, une réponse du berger à la bergère...Quoi de nouveau ? Du déjà vu!

Début Mars 1993, François Mitterrand, déclarait son intention de porter le conflit devant le conseil de sécurité. Ainsi l'ingérence Ougandaise serait publiquement établie. En réalité de quoi s'agit-il ?

Le geste vers l'ONU n'est surtout pas l'émanation d'un élan spontané face au douloureux problème que nous vivons. Le numéro interprété par Marcel Debarge ne fut nullement convaincant. Mitterrand veut simplement se ménager une porte de sortie. Le cas rwandais constitue un vilain casse-tête chinois. Depuis trente mois, les français se sont embourbés politiquement

Réseau-Zéro: folie meurtrière.



Depuis trente mois, la France veille jalousement au grain pour la survie d'un régime qui a pour objectif principal l'extermination des Tutsi et le silence des opposants. En 1992, le monde entier réagit vigoureusement aux révélations des massacres à grande échelle dans la plupart des préfectures du pays. Les autorités laissèrent ces atrocités impunies. Les associations internationales des droits de l'homme multiplièrent des appels pathétiques qui tombèrent dans le vide, exactement comme un coup d'épée dans l'eau. A l'aube de cette année, pendant que la commission d'enquête séjournait au Rwanda, l'escadron de la mort poursuivait systématiquement les rescapés du génocide tutsi. Combien de victimes en tout ? Il serait hasardeux d'avancer un chiffre, car avant 93, on parlait de deux mille corps retrouvés. A cela, il faudrait ajouter les disparus enterrés dans des fosses communes présidentiel. Qui peut bien l'en empêcher ? Le Gouvernement de Dismas ? Surtout pas celui-là ! Il est armé de sa seule bonne volonté...Ce qui n'est pas suffisant pour neutraliser des assassins professionnels, armés jusqu'aux dents. Chaque nuit qui couvre de son pagne noir les quartiers de Kigali, assombrit les coeurs des citoyens. Les tueurs investissent les maisons, volent,

violent, pillent, tuent. Ils s'en vont sans s'inquiéter avec leurs grenades, leurs fusils. Il semble que le Général préside lui-même

des endroits inaccessibles comme les camps militaires.

Actuellement le Réseau-Zéro



La protection des ressortissants se fait sous les tranchées de BYUMBA !!!

et militairement. A Paris, la classe politique a commencé à exploiter les incohérences et autres déclarations cacophoniques à ce sujet. Echéances électorales obligent...En outre, au sein même du parti socialiste, lundi 1 Mars une voix autorisée s'est interrogée quant à l'opportunité de renforcer le contingent lorsque les partisans du Président rwandais violent publiquement les droits de l'homme !

Avec des si on mettrait Paris en bouteilles. Mitterrand a vérifié ce proverbe à ses dépens. La France et son protégé se sont lourdement trompés sur le pouvoir de frappe du FPR. La guérilla se déplace comme un poisson dans l'eau. Paris comme Kigali préfèrent reconnaître leur échec en impliquant sciemment Museveni et son armée. Les français devraient donc s'en aller sans états d'âme et surtout sans arrière-pensées. La guerre étant strictement rwando-rwandaise, notre pays connaîtra une paix durable lorsqu'il sera débarrassé de toute ingérence étrangère. A toutes fins utiles, les gros bras et autres rambos occidentaux ne devraient pas perdre de vue cet adage: Entre l'arbre et l'écorce, il ne faut pas mettre le doigt.

BIZIMUNGU

le Réseau-Zéro. Le génocide des Bagogwe fut planifié en sa présence fin Décembre 90, un mois avant l'assaut de Ruhengeri par le FPR. En plus, les réunions de coordination se tiennent chez SIMBIKANGWA où les victimes sont choisies par les intimes du dictateur. "Le clan du Président gère le génocide des Tutsi comme un service public".

La commission d'enquête internationale a publié son rapport. Il est très accablant pour le MRND Interahamwe-CDR. On imagine mal comment la France va s'en laver facilement les mains car elle est impliquée jusqu'au cou dans ce conflit strictement rwando-rwandais. En 1992, la livraison journalière d'obus atteignait des fois 20 tonnes. Les militaires français entraînent, à Bigogwe, des paras rwandais où sont régulièrement emprisonnés des civils Tutsi. En 1991, un agent du Contre-espionnage français (DGSE) pilotait un hélicoptère dans les combats contre les hommes du FPR. Georges Martres répondit à Jean Carbonare de l'ONG française "Survie 90" que les prétendues atrocités ne relevaient que des rumeurs. Rien d'étonnant, cet ambassadeur est plus royaliste que le roi.

L'historien et chercheur au CNRS Jean Pierre Chrétien sortit du silence et mit en garde son gouvernement. C'était le 20/12/1991. Ce qui resta sans effet. La France, pays dit "démocratique", "championne des Libertés Publiques", s'illustre en appuyant les yeux fermés une

continue quotidiennement son sinistre boulot, assuré qu'il est du parapluie dictature sanguinaire sans se soucier ni des réfugiés éternellement écartés de leur pays ni des déplacés de guerre. Les larmes qu'on verse sur ces derniers, ne vous y trompez pas, ce sont bel et bien des larmes de crocodile ! Rien de plus. Le cirque déployé autour de la visite de Marcel DEBARGE était destiné à amuser la galerie...

Les soldats français ont pris l'habitude de violer des rwandaises. Ces derniers jours, deux jeunes filles ont subi séparément l'assaut de plus de dix vigoureux "coqs" français. L'une d'elle MUKARUSINE a été poignardée dans les "quartiers intimes".

Les patriotes sont écoeurés par les tristes agissements de cette armée qui se comporte comme dans un territoire conquis. Les rwandais ne se sentent nullement concernés par un accord particulier et non publié, passé entre la France et un dictateur préoccupé uniquement par son égoïste avenir. Nous sommes rwandais, fiers de l'être, et seuls maîtres à bord.

Après avoir congédié les belges, nous ne pouvons accepter de tomber sous la coupe des français. S'ils tiennent tellement à leurs valets, ils n'ont qu'à les emmener avec armes et bagages. Le génie rwandais se chargera de trouver une solution appropriée à nos problèmes apparemment insolubles.

F. MFURANZIMA